

Par ailleurs, l'égalité de traitement des citoyens implique la **gratuité** à la seule réserve d'un coût de mise à disposition.

Il importe également de veiller à la **fiabilité** de l'information, notamment par la rapidité de la **mise à jour de l'information**. Il en va de la sécurité juridique des citoyens.

Dans sa mission de service public, l'État doit notamment veiller à la protection des données personnelles contenues dans les décisions de justice. La Recommandation du 27 novembre 2001 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés - qui "estime qu'il serait souhaitable que les éditeurs de bases de données de décisions de justice librement accessibles sur internet s'abstiennent, dans le souci du respect de la vie privée des personnes physiques concernées et de l'indispensable "droit à l'oubli", d'y faire figurer le nom et l'adresse des parties au procès ou des témoins" - continue de nourrir une controverse qui ne se réduit pas aux contraintes moins fortes imposées aux éditeurs des bases de données accessibles par abonnement ou à l'acte par CD-ROM (anonymisation de la seule adresse des parties ou des témoins). Sont également en cause la lisibilité de telle décision, l'optimisation des modes de recherche jurisprudentielle ou des considérations de type économique. Si le flux des décisions prononcées depuis le 15 septembre 2002 sur le site légifrance est désormais anonymisé, le traitement du stock paraît se heurter à l'obstacle budgétaire. La transposition de la "directive du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données" fait l'objet d'un projet de loi modifiant la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés actuellement devant le Parlement. La question de l'anonymisation des décisions de justice y est débattue et sa complexité soulignée.

Enfin la diffusion par le service public de ses données ne saurait s'effectuer dans des conditions qui portent atteinte aux règles de concurrence et mettent en péril les activités privées. A cet égard la circulaire du 14 février 1994, dite "Circulaire Balladur", relative à la diffusion des données publiques, n'a pas retenu de distinction entre les données brutes et les données élaborées qui fonderait le partage des domaines d'intervention des secteur public et privé; mais l'enrichissement réalisé par l'administration en vue d'une diffusion "ne se justifie juridiquement que si les conditions suivantes sont simultanément remplies :